

N° 137 OCTOBRE 1985
5 FF, 30 FB, 2 FS, 70 Cts can.

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

SOMMAIRE

- FRANCE : Attaques anti-ouvrières p. 2
- PC-CGT... contre les ouvriers p. 2
- Contre l'isolement des luttes en France p. 3
- Luttés en Grande-Bretagne p. 4
- Comités de chômeurs à Hambourg p. 5
- Gauchistes, avocats du PC et de la CGT p. 6
- Les "catastrophes" : barbarie du capitalisme p. 7
- Anti-terrorisme : une tactique de l'Etat p. 8

**CHOMAGE, AUSTRERITE
affaire Greenpeace, campagnes électorales,
manœuvres syndicales,**

**UNE SEULE SOLUTION
POUR LES OUVRIERS,
ENTRER MASSIVEMENT
EN LUTTE !**

■ Que les ouvriers en France puissent constater concrètement aujourd'hui, avec l'affaire Greenpeace, que l'"Etat démocratique" utilise le terrorisme, le meurtre, le mensonge pour arriver à ses fins, et qu'en la matière, un parti de la gauche "ami des ouvriers" ne se distingue en rien d'un parti de droite ouvertement capitaliste, voilà bien quelque chose dont la bourgeoisie en général, la gauche et les socialistes en particulier, se seraient bien passé.

- Un tel constat, en effet, ne peut guère inciter les ouvriers à "marcher" dans les campagnes anti-terroristes que les Etats "démocratiques" organisent régulièrement à seule fin de justifier le renforcement de leur appareil de répression des luttes ouvrières et des organisations révolutionnaires (cf. article p. 8).

- Il n'est pas de nature non plus à pousser les ouvriers à participer massivement aux "élections démocratiques" dont le résultat, généralement acquis par avance, ne leur donne la possibilité que de "choisir" entre "droite" et "gauche", c'est-à-dire entre davantage de chômage, d'austérité et de répression et ... davantage de chômage, d'austérité et de répression.

Il a toutes les chances par contre de venir nourrir un peu plus le mécontentement, la désillusion, la défiance et l'hostilité qui ne cessent de grandir dans la classe ouvrière à l'égard des partis de gauche et des syndicats, au terme de cinq années de gauche au pouvoir - dont trois ans de gouvernement PS-PC, appuyé par tous les syndicats - qui se sont traduits, et se traduisent encore, par l'attaque des conditions de vie ouvrière la plus massive et la plus dure depuis la guerre.

Pourtant, ce serait s'illusionner que de croire qu'un peu plus de mécontentement, de désillusion, de défiance vis-à-vis des partis de gauche et des syndicats parmi les ouvriers, puissent aujourd'hui inquiéter outre mesure la bourgeoisie, et à fortiori la contraindre à freiner d'un iota son offensive anti-ouvrière.

Ces derniers mois ont montré que tant que les ouvriers restaient mécontents, défiants et hostiles chacun dans son coin, la bourgeoisie était parfaitement à même de poursuivre et d'accroître sa politique de chômage, d'austérité, de répression contre la classe ouvrière, de mettre à profit cette situation d'isolement, des ouvriers les uns vis-à-vis des autres, pour l'aggraver encore et chercher à la transformer en source de démoralisation (voir les numéros de RI précédents).

Ainsi, ces dernières semaines, bien que "pris la main dans le sac" avec l'affaire Greenpeace, le gouvernement socialiste n'a reculé sur aucune mesure décidée antérieurement.

Les licenciements massifs à Renault, dans les chantiers navals, dans la sidérurgie - pour ne parler que d'eux - ont été maintenus. L'annonce d'un nouveau durcissement de la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie s'est trouvée confirmée avec la présentation du budget pour 1986, l'étude de la "réforme" de la sécurité sociale, les mesures concernant "les TUC" et la flexibilité de l'emploi (cf. article p. 2).

- Après avoir "révélé" l'affaire Greenpeace, s'être présentée comme garante de la démocratie contre les excès et les abus de pouvoir des hommes politiques et de l'Etat, la presse bourgeoise - principal instrument de propagande de la bourgeoisie, de son Etat et de ses partis contre les ouvriers - s'est payée le luxe d'utiliser "l'affaire", les révélations, les déclarations, les commentaires des uns et des autres pour "occuper les esprits", détourner l'attention des ouvriers sur les vraies questions et les vrais problèmes de l'heure (le chômage, l'austérité, les luttes ouvrières en cours au plan national et international).

Dans le même temps, tous les partis politiques ont redoublé d'efforts pour attirer l'attention de la population en général, des ouvriers en particulier, sur les élections législatives qui n'auront pourtant lieu que

dans six mois. Les uns et les autres travaillent ainsi sur le plan général, à créer le déboussolement, la confusion, parmi les ouvriers.

- De leur côté, le PCF et la CGT ont continué à faire flèche de tout bois contre le gouvernement socialiste ; à multiplier les journées d'action secteur par secteur, ville par ville, région par région, martelant des mots d'ordre nationalistes, régionalistes, usinistes de division de la classe ouvrière ; cherchant en permanence à convaincre les ouvriers qui leur restent - à juste titre - massivement hostiles, qu'ils sont les seuls véritablement décidés à se battre, les seuls avec qui les ouvriers peuvent le faire.

Ainsi, en parvenant à renforcer l'expectative qui règne encore dans la classe ouvrière aujourd'hui en France, la bourgeoisie est parvenue à isoler, rendre impuissantes les ripostes que les ouvriers ont cherché à La Ciotat, à Nantes, à Dunkerque... (voir article p. 2).

C'est pourquoi, ouvriers, camarades, il ne saurait être question pour vous de continuer à hésiter, à attendre pour vous mobiliser massivement contre l'attaque économique et politique, que la bourgeoisie intensifie contre vous. Votre colère, votre défiance, votre hostilité vis-à-vis de la gauche et des syndicats vous mettent en position de faire échec aux entreprises de nos exploiters.

Que la défiance que vous avez vis-à-vis de la gauche et des syndicats ne vous paralyse pas !

Entrez en lutte massivement ! Exprimez votre colère collectivement ! Ne laissez aucune lutte isolée.

Alors vous verrez toutes les manœuvres de la bourgeoisie perdre leur efficacité et vous serez capables de la faire reculer.

C'est la seule voie que vous ayez et elle est à votre portée.

LL

**COMITES DE CHOMEURS LIRE P. 5
A HAMBURG (R.F.A.)**

DISCOURS ET REALITE

■ A entendre nos dirigeants, l'inflation, le commerce extérieur, ça va mieux ; le chômage, ça se stabilise ; le pouvoir d'achat, ça se maintient. Que nous chantent-ils ? Tous les couplets qu'ils entonnent cherchent :

- à minimiser les attaques qu'ils ont portées et portent encore davantage à la classe ouvrière aujourd'hui ;
- à insinuer que la politique de rigueur, d'austérité, "ça paie". Ils nous disent : ces attaques étaient et sont toujours nécessaires pour que ça aille mieux demain ;
- à prétendre que sans eux les prolétaires seraient frappés bien plus fort. S'ils défendent à présent l'économie nationale, ils prétendent défendre aussi l'intérêt des ouvriers, ajoutant que, pour toutes les mesures prises, ils ont un "plan social".

LE PASSE

Mensonges, mensonges, mensonges ! Ils mentent sur ce qu'ils ont fait. Ils tentent de masquer ce que la classe ouvrière a déjà payé, c'est au prix fort. Depuis le premier plan Delors et le blocage des salaires en 1982, les attaques contre le prolétariat n'ont cessé de s'intensifier. En quatre ans, le nombre de chômeurs, a plus que doublé, atteignant officiellement plus de 11 % de la population active -en réalité autour de 15 % (3 millions et demi). Chaque jour, de nouvelles entreprises, de toutes tailles, dans tous les secteurs, dans toutes les régions, ferment, déposent leur bilan, licencient. Les secteurs vitaux, les plus grosses concentrations ouvrières ont connu une véritable hémorragie : sidérurgie, métallurgie, chantiers navals... tout cela au nom de la modernisation, de la "nouvelle révolution technologique", du redéploiement industriel.

Dans des régions industrialisées comme le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, la région marseillaise ou lyonnaise, le taux de chômage oscille d'ores et déjà entre 17 et 20 % de la population active.

A deux reprises, les décrets Bérégovoy se sont attaqués au régime d'indemnisation du chômage si bien qu'aujourd'hui plus de la moitié des chômeurs (près de 2 millions), soit sont réduits à toucher l'allocation de misère des fins de droits (moins de 50 F par jour), soit sont quasiment laissés sans ressources.

On a assisté à la réduction massive de toutes les catégories de prestations sociales (allocations familiales, sécurité sociale, institution du forfait hospitalier...), à la levée d'impôts et de taxes supplémentaires, à la forte hausse de tous les tarifs des services publics, au développement sous toutes ses formes du chômage à temps partiel, camouflé en travail intérimaire, saisonnier, TUC, mesures de chômage technique, travail à mi-temps (près de 2 millions de femmes notamment, soit 21,8 % de la population féminine salariée travaillent à temps partiel).

Dans les PTT, à la SNCF (où c'est à un rythme de 1000 par mois que disparaissent les postes de travail), dans les impôts, des milliers d'emplois ont été supprimés.

LE PRESENT

Loin de se ralentir, malgré les sous-entendus de la propagande gouvernementale, cette attaque s'intensifie, s'accroît aujourd'hui avec une nouvelle ampleur. Quelques exemples parmi des centaines : depuis seulement cet été : fermeture d'un millier de magasins COOP dans la seule région nord touchant 5 300 salariés ; de la mine de charbon de Ladrecht (Gard) ; suppression d'une raffinerie Shell dans la région bordelaise ; 900 licenciements à la Normed (dont 700 à Dunkerque), 1350 à Unimetal (Trith), 817 aux Blanchisseries de Grenelle, 181 chez Olida-Caby à Lyon, 136 à l'usine de Martin (chaussures) à Fougères, 142 dans une entreprise de construction mécanique à Mulhouse, 438 aux Ateliers et chantiers de Bretagne... Dans le plan de "restructuration" de Thomson-Alcatel, 3200 licenciements sont prévus et 3500 "transferts de poste" tandis qu'à l'usine Peugeot de La Rochelle, 450 procédures de licenciements sont en cours pour 570 "mutations" à... Mulhouse !

Mais l'élément le plus significatif de l'accélération présente de cette attaque tous azimuts est donné par la réalité de l'opération Renault en préparation depuis des mois, où la Régie a largement "embrayé" la chaîne des licenciements : en un an, depuis octobre 84, 11 000 ont déjà été effectués, 4000 doivent intervenir officiellement d'ici la fin de l'année et 9000 -au moins- sont en prévision pour l'année 86. En même temps, les mises au "chômage technique" se multiplient dans chaque usine Renault ; par exemple, à Flins, cinq jours chômés non payés sont prévus entre le 30 septembre et le 25 octobre.

L'AVENIR

Prétendre : "Vous payez aujourd'hui pour que ça aille mieux demain" est non seulement faux mais tenté de masquer qu'il n'y a pas d'autre perspective pour le capitalisme qu'une misère toujours plus grande et plus large. Le budget 86 parle pour les lendemains qui nous sont réservés. L'avenir sera bien pire que tout ce que nous avons connu, que ce que nous connaissons comme attaques.

Derrière l'aridité et la brutalité des chiffres, combien de dizaines de milliers de licenciements

nouveaux ce budget représente-t-il pour la classe ouvrière ? Que peut signifier d'autre la réduction de 15,6 % des subventions de l'Etat aux industries (et particulièrement la diminution de 28 % des aides à la construction navale, celle de 30 % de la dotation en capital aux entreprises nationalisées) ?

Ce budget -qui se signale avec un déficit multiplié par 5 entre 1981 et 1986- représente une compression sans précédent des dépenses publiques. Alors que plus de 8000 postes de travail supplémentaires seront supprimés dans la fonction publique, "l'enveloppe" des "mesures sociales" de l'Etat est massivement réduite.

Cependant, les parts du budget montant en flèche sont significatives de la préparation active de la répression en prévision d'affrontements sociaux : le budget de la police est augmenté de 22 % (sans compter la hausse de 45 % de simples "autorisation de programmes d'investissement" du ministère de l'intérieur, conçus à plus long terme) et les sommes allouées au système pénitentiaire progressent de 83 %, incluant notamment un recrutement intensif de gardiens de prison. En même temps, les crédits de l'armée poursuivent leur ascension régulière (+ 6 %).

Il n'y a rien à attendre d'autre que davantage de misère et de répression.

Mensonges quand "le gouvernement socialiste prétend prendre des gants avec la classe ouvrière ! Il ne se contente pas de la frapper de telles mesures mais c'est presque quotidiennement qu'il envoie ses flics contre les manifestations du mécontentement ouvrier grandissant : le 3 juin, à l'usine des cheminées Carpinelli à Rouen ; le 11 juin, ils dispersent à Paris une manifestation des salariés de l'hôpital de Genevilliers ; le 18, sur le chantier de la centrale nucléaire de la Hague, ils chargent les ouvriers de l'entreprise Ponticelli ; le 24, ils interviennent face aux salariés des Plastiques de Gien comme ils l'avaient déjà fait le 21 mai ; le 28 juin, ils chargent les ouvriers des chantiers navals de Dunkerque ; les 13, 22 et 25 août, ils évacuent à trois reprises des grévistes occupant la succursale Renault à Montpellier ; le 19, ils encerclent l'usine Renault à Douai ; fin août, ils chargent durement la manifestation des ouvriers de Dubigeon à Nantes, partageant le même travail que le patronat qui envoie ses vigiles à la fonderie Zeppellini ; à Draveil, le 9 septembre ou à la Thomson-Alcatel le 16.

Quant aux "traitements sociaux" avec lesquels ils "enveloppent", "emballent" leurs attaques, parlons-en !

PC_CGT

«DE L'ACTION» ... CONTRE LES OUVRIERS

■ "La fête de l'Humanité sera un grand rassemblement de lutte et d'espoir, le grand événement politique de la rentrée", annonçait, entre autres, l'"Opinion des Communistes", feuille de la fédération des Hauts-de-Seine du PCF, avant l'ouverture de la fête.

Jamais fête annuelle de "L'Humanité" n'avait été aussi "branchée" sur le terrain social : dans un foisonnement de calicots à l'enseigne "des entreprises en lutte", Marchais entamera son discours par un salut à l'action ouvrière : "Vous refusez de baisser les bras devant les difficultés qu'on vous impose. Vous avez raison. Et dans cette lutte, vous trouvez et vous trouverez toujours les communistes à vos côtés."

Qu'on se le dise ! Dans chaque lutte, dans chaque manifestation de mécontentement, dans chaque tentative que les ouvriers feront pour se regrouper, s'unir, développer leur combat, partout le PCF sera présent ! Un PC dynamique, populaire, un PC "qui rencontre les préoccupations des gens", voilà l'image rajeunie qu'il veut présenter.

Mais pour quel regroupement, quel combat ? Et pour commencer, qu'est-ce qui se cache derrière la surenchère de critiques portées au PS et à sa politique d'austérité ?

"Le PS a tous les pouvoirs... il a choisi de mettre en oeuvre une politique de droite Le PS et la droite c'est pareil."

Cette même politique qu'aujourd'hui il dénonce, souvenez-vous de quelle manière le PC a participé activement à sa mise en place durant trois ans. Il a participé à l'élaboration des plans de licenciements massifs qui tombent aujourd'hui dans l'automobile, la sidérurgie, la navale ; il les a votés.

Aujourd'hui il nous dit : "Priorité aux luttes, au mouvement populaire d'abord et avant tout... Le seul moyen de résister avec succès est de se rassembler ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres ; de définir ensemble les objectifs et les formes d'action ; de prendre le chemin de la lutte C'est à vous aider dans cette action que les communistes consacrent tous leurs efforts" (Marchais).

Mais de quelle lutte parle-t-il ? Quelle image

Au nom de la "création d'emplois", quand ils "offrent" aux jeunes chômeurs de 16 à 25 ans, qu'ils sont incapables d'assimiler sur le marché du travail (58 % des "salariés potentiels" de moins de 25 ans sont en "situation précaire", chômeurs ou "tucards"), 220 000 TUC à 1200 F par mois en 1986, qui vont s'ajouter aux 300 000 dont ils auront "fait cadeau" d'ici fin 85 depuis leur création, ils ont le cynisme de présenter cette véritable surexploitation -une allocation misérable en échange d'un labeur, souvent n'importe quelle besogne, même les plus rebutantes -comme une mesure sociale !

Et ils préparent activement l'extension d'une "gratification" similaire sous le nom de "travaux d'intérêt général" (TIG) aux "chômeurs adultes" (21 à 55 ans).

Au nom de la "réduction du temps de travail" à 39 heures que le gouvernement s'enorgueillit d'avoir effectué, dans les conventions salariales et la mise en application des "Lois Auroux", les salariés pourront retenir l'accélération des cadences de 20 à 25 % en 3 ans qu'ils ont subie.

Au nom de la "flexibilité de l'emploi" sans prendre la responsabilité impopulaire d'une loi-cadre, en limitant hypocritement les négociations "cas par cas", usine par usine, l'Etat "libère" la faculté de licencier plus aisément des dizaines de milliers d'ouvriers et de réduire les salaires en même temps que les horaires.

Au nom des "congés de reconversion" promis aux futurs licenciés de l'automobile, inaugurés dans la foulée des licenciements à Talbot et Citroën durant l'été 84 ou des "contrats d'initiation à la vie professionnelle" (120 000 prévus pour 86) qui ont pris le relais des "stages Barre", on n'offre pas autre chose qu'un tremplin assuré vers les bureaux de chômage.

Voilà ce que cachent les discours de cette gauche sur ce qu'elle a fait, ce qu'elle fait, ce qu'elle prépare "pour les ouvriers".

Mais ces mensonges ont aussi une autre fonction. Demain, le PS osera dire que s'il a été obligé de prendre de telles mesures, il aura tout fait pour minimiser ces attaques, pour "limiter les dégâts", pour rendre la réalité moins dure aux ouvriers. Cela n'est pas vrai. C'est un nouveau piège tendu aux ouvriers pour pouvoir retrouver une parcelle de son crédit passé de force d'opposition. Il cherche à rendre crédible pour l'avenir le mensonge mystificateur qu'il a tant de mal à faire passer aujourd'hui : "la gauche n'est pas capable de taper "si" fort, n'est pas "si" anti-ouvrière que la droite."

La classe ouvrière aura accumulé avec la gauche ces dernières années l'amère mais salutaire expérience que l'intérêt national et ses intérêts de classe sont non seulement incompatibles mais irréductiblement antagoniques.

Y.D.

d'"unité", quel beau "rassemblement" des "usines en lutte" s'étalait à la fête de "l'Huma" !

Chaque ouvrier derrière les bannières de "son" usine : ici, "les Renault-Billancourt" ; là, "les RVI-Vénissieux" ; là-bas, "les PTT" ; ailleurs, "les Creusot-Loire"... ; chacun derrière "ses" mots d'ordre : "Non au licenciement de D. Lacroix", "Non à la casse des chantiers navals", "SKF vivra" !!!

Cela est le produit de tout un travail d'isolement que son officine syndicale, la CGT, ne cesse de mettre en avant sur le terrain en poussant les ouvriers à se battre dans "son" usine pour "ses" problèmes spécifiques.

Les problèmes des "Renault" ne sont pas ceux des mineurs, ceux des chantiers de Dunkerque sont différents de ceux de La Ciotat, etc... Alors que partout, les ouvriers sont confrontés à la même austérité, aux mêmes licenciements, aux mêmes préoccupations, pour la CGT et le PC il s'agit d'organiser l'isolement de chaque lutte et la division au sein de la classe ouvrière, en différenciant les problèmes, voire en les opposant.

De plus, ce n'est pas vers le renforcement des luttes qu'ils poussent mais, vers leur paralysie, leur immobilisation (cf. article sur les luttes en France).

De plus, quels objectifs donnent-ils aux luttes ? "Exigeons d'imprimer français" ; "Défendons le charbon, l'automobile, l'acier français" ; "produisons français" : autant de mots d'ordre qui, au-delà de la défense évidente du capital national, des intérêts capitalistes, ne font que pousser la grande majorité des ouvriers à rentrer dans l'expectative, dans l'immobilisme, dans la mesure où ils reconnaissent de moins en moins leurs intérêts de classe (défense de leur salaire, de leurs conditions de vie) derrière de tels objectifs.

C'est de cette façon que le PC et la CGT se proposent d'être "avec les ouvriers". Voilà comment ils vous défendent, comment ils agissent et agiront dans les luttes, non avec vous mais contre vous.

TYMS

LA COLERE EST GENERALE MAIS LES LUTTES RESTENT ISOLEES

■ Depuis le début du mois d'août, il est difficile d'ignorer que la CGT, "minoritaire" et "courageuse", n'hésite pas à braver l'ordre bourgeois : à chaque fois, la presse, convoquée, était là, filmant, enregistrant, photographiant l'action commando du début à la fin. Le but du scénario bien orchestré est de faire croire que non seulement la CGT est la seule à en vouloir découper avec le gouvernement, mais que ce serait ça les luttes de la classe ouvrière.

Depuis la rentrée, les luttes ouvrières qui éclatent un peu partout n'ont pas le même privilège dans les médias. Là, pas de publicité, pas de flash pas de caméra : on en trouve mentionnée dans les pages de la presse, dans les entrefilets, ou quand enfin on en parle "ouvertement", c'est dans les colonnes de l'Humanité où là, la boucle est bouclée : description minutieuse de l'action cégétiste et des élus du PC, la lutte, c'est eux, la défense des ouvriers, c'est eux.

Toute la bourgeoisie, droite et PC dans l'opposition, PS au gouvernement, ont un intérêt commun dans ces manœuvres qui passe de la haute publicité en direct pour la CGT au silence ou au mensonge quand il s'agit des luttes qui se déroulent. Ce qu'ils recherchent tous avec cette campagne "d'information" qui n'est que déformation, ce n'est pas seulement de présenter aux ouvriers la CGT comme le syndicat le plus apte, voire le seul à les défendre, mais c'est surtout masquer la réalité de la tension sociale, de la colère grandissante dans les rangs ouvriers en faisant croire que la classe ouvrière est passive, apathique, qu'elle n'est pas capable de se battre, et pourquoi pas, qu'elle est démoralisée.

La seule réalité, c'est que face aux attaques du gouvernement socialiste et du patronat, la colère ouvrière augmente, et s'exprime de plus en plus ouvertement tous les jours. Et cela, certainement pas à travers les actions-commandos de la CGT qui est le premier saboteur des luttes et qui fait tout pour que la colère ouvrière n'explose pas au grand jour, ouvertement.

Depuis la fin août, les manifestations de cette colère ne cessent de se multiplier, que ce soit dans les mines de potasse en Alsace, dans la sidérurgie à Pompey (Lorraine), dans les chantiers navals à Nantes, à la Ciotat, à Dunkerque etc...

LA COLERE OUVRIERE S'EXPRIME OUVERTEMENT

Dans de nombreux secteurs, contrairement au printemps, l'annonce de nouveaux licenciements provoque la colère ouvrière ouverte.

Ainsi les ouvriers des mines de Potasse d'Alsace

Dans cette région, le chômage s'est accru de 22% en un an. Aux mines de Potasse, la direction annonce la suppression de la moitié des effectifs pour 90, la suppression totale pour 2004. Les ouvriers savent que les dates annoncées ne correspondent qu'à une chose : il y aura rapidement des suppressions d'emplois. C'est dans ce contexte que la direction fait intervenir une boîte de sous-traitance pour effectuer un travail pour un temps limité dans le fond de la mine. Le but, bien sûr, est d'éviter la création d'emplois stables, puisque l'avenir est la disparition du site. A cela, les ouvriers ont répondu en faisant grève du 21 au 24 août, et en la reprenant 3 jours après, le 27 août.

Ainsi, les ouvriers de Pompey, secteur de la sidérurgie, très touché, en Lorraine, durement attaqué depuis longtemps. La direction annonce 450 suppressions d'emplois sur 1900 salariés, et la fermeture du site en juillet 86 ;

Le lundi 26 août, jour du retour des vacances, des manifestations ont lieu, et des débrayages commencent à partir de midi.

Le jeudi 29 août, l'entrée de Nancy était interdite aux sidérurgistes : des grenades ont même été lancées depuis des hélicoptères afin de disperser les rassemblements. Nouveaux débrayages dans l'usine.

Le 3 septembre, nouveaux affrontements avec les CRS qui ont pris position sur un pont routier bloqué par les sidérurgistes.

Ainsi les ouvriers de la Normed à la Ciotat

Les métallos de la Ciotat (3200 salariés) sont confrontés depuis longtemps à de longues périodes de chômage technique et ont avalé 200 suppressions d'emplois en juin dernier. 500 autres sont prévues début 86. La direction annonce dans ce contexte, l'augmentation de la productivité et l'obligation de ne prendre la douche qu'après les heures de travail.

Le 9 septembre, les 3200 salariés se mettent en grève générale, et le 24 septembre, les ouvriers entament leur 3è semaine de grève. "Et oui, c'est comme ça, on reçoit des coups de marteau sans rien dire pendant des années et ensuite, au seul coup de baguette, on se met à rugir."

Ainsi les ouvriers de la Normed à Dunkerque

A la fin juin, la direction annonce 700 nouveaux licenciements qui déterminent à terme, la fermeture du chantier de 2400 salariés.

Fin juin, et début juillet, à 15 jours d'intervalle, les ouvriers sortent de l'usine pour aller manifester à Lille, puis à Dunkerque même. Ils

trouveront à chaque fois devant eux les forces de l'ordre et s'y affronteront. Des promesses de chômage leur sont faites avant les vacances. Malgré les promesses -les ouvriers savent qu'elles ne tiendront pas la route-, malgré les vacances, les ouvriers repartent en grève le 17 septembre.

Ainsi les ouvriers de Dubigeon à Nantes

La Loire-Atlantique est aussi durement touchée par les licenciements. A Dubigeon, la direction a annoncé dès 84 la réduction du personnel de 1200 à 900 salariés et le 30 août 85, elle annonce 200 à 400 licenciements supplémentaires. Immédiatement, la colère ouvrière éclate : le vendredi 31 août, les ouvriers partent en manifestation dans la ville, qui débouchera avec des affrontements avec les CRS. On y entend les ouvriers crier : " Ce n'est qu'un hors d'oeuvre, vous allez voir à l'avenir."

Le mercredi 11 septembre, les ouvriers débrayent massivement et spontanément : il y a grève totale pendant 2 jours. Les syndicats proposent une manifestation devant la direction départementale. 500 ouvriers les suivent, mais le lendemain, la tension n'est pas retombée pour autant. Les syndicats sont obligés de proposer de nouvelles actions servant de soupapes à cette tension : mettre le directeur et les cadres de Dubigeon en dehors de l'usine.

INTERVENTION DU C.C.I. A LA CIOTAT

Les pratiques anti-ouvrières de la C.G.T.

■ Lundi 16 septembre, des militants du CCI venus distribuer un tract et vendre notre presse aux chantiers navals en grève à La Ciotat, ont été brutalement agressés et chassés par un commando musclé d'une cinquantaine de membres de la CGT.

Nous dénonçons, face à l'ensemble de la classe ouvrière, ces pratiques de flics dans l'usine dont le syndicat CGT en particulier est passé maître depuis de nombreuses années.

Mais à travers cet épisode, ce n'est pas seulement le CCI que la CGT veut faire taire, c'est la lutte ouvrière elle-même.

Ce que nous étions venus affirmer et rappeler aux ouvriers ce sont les besoins vitaux de leur lutte, comme de toute lutte ouvrière aujourd'hui, pour faire face aux attaques brutales de la bourgeoisie contre leurs conditions de vie, c'est

à dire :

- refuser l'isolement ;
- rechercher l'unité et la solidarité active avec les ouvriers des autres usines, des autres secteurs qui subissent les mêmes attaques, qui ont les mêmes problèmes et les mêmes intérêts ;
- prendre en main collectivement leur lutte.

C'est ce message que la CGT, comme tous les syndicats et comme l'ensemble de la bourgeoisie, veut que les ouvriers n'entendent pas.

C'est cette voie nécessaire à la lutte que la CGT s'évertue à barrer à La Ciotat comme ailleurs (cf. article sur les luttes, p. 3).

Tant que les ouvriers laisseront les flics syndicaux contrôler la lutte qui les concerne, ils se laisseront couper de toute solidarité réelle de leurs frères de classe -ouvriers comme révolutionnaires- et leur lutte sera défaite. J.E

A travers tous ces exemples, on voit donc que les ouvriers commencent à sortir de l'immobilité, de l'expectative dans laquelle ils s'étaient retrouvés ces derniers mois. Ils affirment leur colère, sortent de l'usine, et quand la bourgeoisie leur envoie ses flics, loin de reculer, ils assument l'affrontement qu'on leur impose.

LES LIMITES ACTUELLES DE LA LUTTE...

Si ces luttes montrent que contrairement à ce que veut faire croire la bourgeoisie : les ouvriers sont passifs, elles ont encore beaucoup de chemin à parcourir. Aujourd'hui, la majorité des ouvriers reste encore dans l'expectative. C'est souvent une minorité combative qui prend sur ses épaules le combat et de fait, reste isolée. La majorité des ouvriers reste encore immobilisée, chacun ravalant sa colère dans son coin, parce qu'ils se méfient des syndicats.

En conséquence, non seulement les luttes restent isolées entre elles, mais les ouvriers au sein d'une même usine sont isolés entre ceux qui veulent se battre et ceux qui hésitent, ou restent immobiles parce qu'ils se méfient des syndicats. Ils expriment de ce fait le manque de confiance dans leur propre force quand ils luttent nombreux et unis.

... PERMETTENT LE SABOTAGE DES SYNDICATS

Dans la mesure où les ouvriers ne prennent pas massivement l'initiative, cette situation générale au sein de la classe ouvrière laisse toute une marge de manœuvre à la bourgeoisie pour encadrer et finalement saboter les luttes. En laissant se battre isolément une minorité de leurs camarades, en restant massivement dans l'expectative, les ouvriers n'établissent pas un rapport de force en leur faveur.

Ils permettent : que les directions annoncent de nouveaux licenciements, que les syndicats fassent semblant d'être contre, que le gouvernement fasse de fausses promesses, "qu'il y aura licenciements, mais pas de chômage, on créera de nouveaux emplois". Comme ils l'ont fait à Dunkerque, à Trith-St-Léger, à Pompey, aux mines de Potasse d'Alsace.

Ce ne sont que des promesses vaines pour tenter de calmer les esprits et qui ne seront pas te-

Ils permettent enfin aux syndicats de faire des parodies de ce que sont les réels besoins de la lutte : la solidarité, l'extension, par la discussion, par la lutte. Ils permettent aux syndicats sous prétexte de "populariser" la lutte de Dubigeon, de faire un festival de chanson de marins. Pour montrer la "solidarité" des sportifs lorrains avec les ouvriers de faire un match de football à Pompey. Pour montrer la "solidarité" des pique-niqueurs et des marchands de saucisses avec les ouvriers d'ACB (Alsthom Loire-Atlantique) une journée de grillades de saucisses sur le Pont Anne de Bretagne !

La solidarité des ouvriers entre eux n'est pas cela. Elle se fait dans les assemblées, dans les grèves, dans les manifestations des ouvriers. Elle est la condition pour étendre les luttes, pour être forts, pour faire face aux attaques. Et c'est cela que ni le gouvernement, ni l'opposition -droite et PC- ni les syndicats ne veulent.

En permettant tout cela, les ouvriers ne pourront que se mettre en situation d'accepter encore plus de sacrifices.

POUR EMPECHER CELA

Les ouvriers doivent savoir qu'ils ne peuvent que se battre, entrer en lutte, massivement. Par petits groupes, aussi déterminés soient-ils, les ouvriers ne peuvent pas imposer de rapport de force en leur faveur.

De plus, moins les ouvriers sont unis, plus les syndicats ont les mains libres pour saboter les initiatives ouvrières. La première condition pour mener à bien la lutte est d'être ensemble pour la mener. L'autre condition, déterminée par la première est de garder le contrôle de la lutte. En intervenant massivement dans les assemblées générales, en prenant ensemble les décisions, en ouvrant la lutte aux autres ouvriers, pour profiter de l'expérience en cours. En allant chercher la solidarité des autres ouvriers, dans les usines proches, en élargissant ces diverses luttes qui ne sont l'expression que d'une SEULE ET MEME LUTTE, contre les mêmes attaques que tous les ouvriers subissent, que ce soit à La Ciotat, à Dunkerque, à Pompey ou à Renault.

JE.CL

GREVES DES CHEMINOTS EN GRANDE-BRETAGNE PAS DE TREVE DANS LES LUTTES

Si les médias en France nous ont régales de reportages sur les mineurs défaits en Grande-Bretagne, elles ne nous ont rien dit sur les luttes qui n'ont pas cessé depuis dans ce pays. Cet été, avec le conflit des cheminots, la bourgeoisie est obligée de rompre le silence. C'est le mouvement le plus important depuis la défaite des mineurs, il touche un secteur central de la classe ouvrière. La bourgeoisie nous décrit ce mouvement comme une lutte entre les "bons", les syndicats, et la "méchante", Thatcher. Lorsque le conflit des travailleurs de British Rail prend fin, les médias crient bien fort : "après la défaite des mineurs, la défaite des cheminots", "dur échec des syndicats britanniques", etc. Et ils nous présentent les syndicats comme les victimes de la droite et comme étant eux-mêmes la classe ouvrière. Ceci est faux. C'est toute une stratégie de la bourgeoisie, en France comme en Angleterre, pour faire croire que les syndicats SONT la classe ouvrière, et qu'elle est "matée" depuis la défaite des mineurs. Ils essaient par là de semer le découragement parmi les ouvriers et de les empêcher de prendre conscience qu'ils ne sont pas tout seuls à être mécontents dans leur coin, qu'ils sont des millions à tenter de lutter contre les attaques qui les touchent tous.

Pour avoir "la preuve" de cette stratégie, il suffit de voir ce qui s'est réellement passé par exemple, avec la lutte des cheminots et ce que la bourgeoisie et ses médias nous ont réellement caché.

LA CRISE CONTINUE, LA LUTTE AUSSI

Malgré tous les chiffres mensongers de la bourgeoisie, la condition de la classe ouvrière ne cesse de se dégrader. Le chômage et la misère frappent partout : non seulement dans les houillères ou les anciennes régions sidérurgiques, mais dans des villes comme Birmingham, autrefois le cœur de l'industrie métallurgique et automobile, deuxième ville du pays (le Lyon anglais, en quelque sorte) où un jeune sur deux est maintenant sans emploi.

Dans cette situation, et toujours à l'encontre des mensonges de la presse bourgeoise, les ouvriers n'ont pas cessé de se battre. Nous avons déjà relevé dans notre presse les exemples de grèves des ouvriers des municipalités de Camden, Birkbehead, Sheffield, les grèves dans l'automobile chez Lucas et Vauxhall, grèves et occupations dans les chantiers navals de Yarrow et de Rosyth (en Ecosse) et de la société Swan Hunter sur le Tyne-side, grève à Mount Pleasant (le plus grand centre de tri postal de l'Europe), contre les licenciements.

Dans les mines les luttes continuent contre les licenciements, suppressions de primes, brimades, et emprisonnement d'ouvriers.

Est-ce à dire que la défaite de la grande grève des mineurs est passée inaperçue? Que les ouvriers en Grande-Bretagne sont simplement "passés outre", pour continuer sur le même chemin qu'avant? Non, bien au contraire. Si d'un côté, la bourgeoisie n'a pas réussi à imposer "sa" leçon de la défaite des mineurs - que ça ne sert à rien de résister au rouleau compresseur de l'austérité - les ouvriers anglais se rendent compte qu'il faut trouver un autre moyen de lutter que celui qui a amené les mineurs à la défaite : limité au cadre étroit de la corporation, s'attaquer seul à toute la puissance de l'Etat bourgeois, sans le soutien du reste de la classe.

Ca, c'est le problème qui se pose dans l'immédiat, et c'est ce contexte qui donne toute son importance à la lutte des cheminots anglais. C'est dans ce contexte que la compagnie de chemins de fer, British Rail, qui a supprimé 60 000 emplois en 5 ans, annonce la suppression progressive de 1760 postes de chefs de train (1) dans un programme appelé "opération un seul conducteur". Et, "initialement, le syndicat n'était pas opposé à l'idée, puisqu'ils l'avaient admise à titre d'essai" ("Le Monde", 30-8-85).

LA LUTTE DES CHEMINOTS

Contre cette attaque, contre l'avis des syndicats, contre l'idée répandue, surtout depuis la défaite des mineurs que "la lutte ne paie pas", des débrayages spontanés éclatent parmi les cheminots dans la "quiétude" des vacances d'été. Commencent à tirer les leçons de la lutte des mineurs, justement, les ouvriers cherchent à briser le cadre de l'isolement de la corporation et de la région. Ils se solidarisent contre la répression et dans l'action :

- c'est ainsi que malgré les barrières syndicales très fortes au sein même de la corporation (2), les gardes de train appellent à la lutte les conducteurs de train et les ouvriers de la signalisation (c'est là une différence avec ce qui s'est passé en 1980, quand les syndicats avaient pu cloisonner du début à la fin la lutte des cheminots, entre les chauffeurs et les autres);

- le mouvement touche non seulement toute la corporation, mais il tente de sortir du cadre des chemins de fer. Par exemple, les cheminots du dépôt de Margam, dans le sud du Pays de Galles, envoient des piquets pour étendre la lutte à l'usine sidérurgique de British Steel à Llanwern;

- les luttes éclatent au-delà de la corporation, donc, et elles s'étendent très vite par-delà la région. Fin juillet, des grèves "non officielles" éclatent aux principaux dépôts et gares de Londres. Elles s'étendent en août au Pays de Galles, à l'Ecosse, etc.

- enfin, on assiste à des actions de solidarité contre la répression. Les ouvriers qui ne sont pas

menacés directement par les licenciements (comme ceux de la signalisation) entrent dans la lutte contre le licenciement de près de 400 ouvriers par la direction de British Rail. Plus tard, après le renvoi pur et simple de 250 chefs de train qui avaient débrayé, la Direction veut faire publier des offres d'embauche pour les remplacer. Les imprimeurs refusent de les imprimer.

Ainsi, on voit dans ce mouvement des cheminots, une ferme volonté de se battre, de s'unir au-delà des régions, des secteurs, d'être solidaires dans la lutte afin d'être forts. Cette lutte illustre encore que la défaite des mineurs n'a pas abattu la classe ouvrière, pas plus en Angleterre qu'ailleurs et que, comme toute défaite, elle peut être riche d'enseignements pour l'avenir de la lutte. Ces enseignements, la classe ouvrière est en train de les tirer, et surtout le premier d'entre-eux : l'isolement, c'est la mort de la lutte! Face à la puissance des attaques de la bourgeoisie, il n'y a pas d'autre possibilité pour être forts que d'être unis.

LE SABOTAGE DES SYNDICATS

Cette nécessité de rentrer en lutte et de s'unir si elle s'est exprimée vivement parmi le mouvement des cheminots, s'est heurtée encore à tout un tas de forces et surtout le piège tendu par les syndicats.

Quand le mouvement prend de l'ampleur, suite surtout à la solidarité avec les ouvriers licenciés, les syndicats appellent à quoi? Reprendre le travail "normalement". Au moment même où les grévistes essaient d'appeler les autres travailleurs à les rejoindre dans la lutte, le permanent du NUR (syndicat des cheminots) à Glasgow, par exemple, "met en garde" contre les grèves non-officielles car, dit-il :

"British Rail essaie de pousser à un affrontement national, mais nous ne suivrons pas les diktats de la direction". En réalité, les syndicats se montrent bien ainsi les champions pour suivre ces diktats, puisqu'ils appellent à se soumettre à ne rien faire! Finalement, face au besoin d'extension qui se fait de plus en plus sentir, que proposent les syndicats : attendre un vote à bulletin secret pour les "gardes" sur la grève, "conformément aux lois du gouvernement Thatcher". Et comme toutes ces manoeuvres ne suffisent pas à mettre fin à la grève perlée qui, selon "Le Monde" du 24-8-85, perturbe déjà le trafic dans plusieurs régions, le scrutin sera avancé d'une semaine par rapport à la date prévue.

En détournant le mouvement de son but initial : la lutte la plus unie possible contre les attaques de la bourgeoisie, sur le terrain pourri des votes à bulletin secret, les syndicats réussissent à l'isoler. C'est pourquoi finalement, une faible majorité des ouvriers voteront contre la grève (tout comme les ouvriers du métro à Londres). Car ils voteront avant tout contre le fait de mener la lutte comme l'ont fait les mineurs. En se laissant FNFERMER dans un long conflit corporatiste qui

mène, de négociation en négociation, à la défaite. A travers la lutte des mineurs, il est devenu beaucoup plus clair pour les ouvriers que la durée d'un conflit n'est pas une force, et que l'isolement ne peut conduire qu'à la défaite.

A la fin du mouvement des cheminots, toute la racaille de la presse bourgeoise s'est empressée de crier à la défaite, à l'humiliation même des syndicats, et à travers eux, de toute la classe ouvrière. Ceci est faux pour la simple raison que tous les cheminots ne s'étaient pas encore pleinement lancés dans le combat ; ils essayaient de toucher un front plus large pour le faire. La bourgeoisie a gagné une manche, mais elle est loin d'avoir gagné la bataille. Et la bourgeoisie elle-même s'en rend bien compte : comme disait le patron de British Rail, "Tout ce que nous avons fait, c'est d'éviter temporairement une grève."

Les grèves sauvages de ces derniers mois sur British Rail ne sont que les signes d'une situation sociale explosive.

En refusant la grève proposée par le NUR, les cheminots ont montré, non pas un manque de combativité, mais qu'ils refusaient de se battre sur un terrain miné d'avance, où ils ne pouvaient que perdre. Ils ne se sont pas laissés entraîner dans une lutte inégale, où le rapport de forces n'était pas avec eux.

QUELLES PERSPECTIVES

Maintenant, le problème reste entier, et ce n'est pas un problème de cheminots, ni d'ouvriers anglais, mais des prolétaires du monde entier. Comment créer un rapport de forces en notre faveur et dans quelle perspective? La réponse est contenue déjà dans la lutte elle-même :

- ne pas croire aux mensonges sur les "suppressions progressives d'emplois", qui ne seraient pas des licenciements, nécessaires à la "restructuration" de l'industrie. Quand la direction de British Rail en parlait, les cheminots ne la croyaient pas, et ils avaient bien raison (les licenciements sont déjà prévus dans les ateliers de réparation des chemins de fer). Il faut résister, nous n'avons pas d'autre choix.

- ne pas se laisser diviser entre secteurs ou corporations. La crise nous frappe tous ; c'est tous ensemble qu'il faut se défendre. L'action des cheminots de Margam, la solidarité des imprimeurs de Glasgow, montrent la voie à suivre et élargir ; extension de la lutte à toute la classe ouvrière ;

- les cheminots n'ont pas attendu les syndicats pour se lancer dans l'action, ils ont refusé le terrain pourri de la grève isolée proposée par le NUR.

C'est dans ce sens, et en allant plus loin, que doit continuer le combat : les ouvriers doivent le prendre eux-mêmes en main pour l'ETENDRE et l'ELARGIR.

M.B.

(1) Ces suppressions de poste devaient avoir lieu au moment de la lutte des mineurs. Elles ont été ajournées car des expressions de solidarité avec les mineurs se manifestaient de la part des cheminots.

(2) A British Rail, il existe deux syndicats : -L'ASLEF : syndicat des conducteurs de train ; - le NUR : regroupe les autres cheminots.

BIRMINGHAM émeutes contre la misère

Les violentes émeutes qui ont eu lieu les 9 et 10 septembre dans le quartier de Handsworth à Birmingham ont donné lieu dans la presse de la bourgeoisie à beaucoup de descriptions, "explications", commentaires -moralisateurs et outrés ou sociologiques et inquiets, selon qu'ils provenaient de la droite ou de la gauche, toujours bornés : "hooliganisme pur et gratuit", "fait des trafiquants de drogue", "querelles inter-raciales"...

A la même époque venaient de se dérouler les grèves des cheminots britanniques (cf. article ci-contre), dont la presse a à peine parlé bien que son incidence sur la vie sociale fût autrement plus importante (il y a bien plus de gens qui prennent le train que d'habitants à Handsworth !)

Du point de vue de la presse bourgeoise, cela n'est pas pour nous étonner : son but n'est pas d'informer vraiment mais de vendre du "spectacle" et servir les intérêts de la classe qui la paie.

Du point de vue révolutionnaire, c'est-à-dire convaincu que l'humanité ne pourra survivre et poursuivre son histoire que si elle se débarrasse de l'aberration qu'est devenu le capitalisme, les émeutes comme celles de Birmingham et les luttes des ouvriers pour défendre leurs conditions d'existence sont le produit d'une même réalité : celle qu'impose le capitalisme, un système social où la production n'est faite que dans le but d'assurer des profits à la bourgeoisie ; un système qui a fait de l'immense majorité des hommes des êtres "qui ne peuvent vivre qu'à condition de vendre leur force de travail et qui ne peuvent la vendre qu'à condition que leur travail accroisse le capital" (1).

Dans le quartier de Handsworth de Birmingham, 40 % de la population ne trouve pas à vendre sa force de travail. Peut-on s'étonner qu'un incident banal suffise à déclencher une, deux, trois nuits d'émeutes pendant lesquelles les jeunes se défoulaient en agressant les flics (et même le ministre de l'Intérieur venu constater les dégâts au lendemain de la bagarre), en profitant pour piller les marchandises si convoitées et si inaccessibles des magasins, en profitant pour dépenser un peu cette énergie vitale qui pourrait créer tant de choses et qui se voit condamnée à pourrir sur pied, dans un quartier lui aussi pourri ?

Les cheminots, eux, luttent pour quoi ? Pour les mêmes raisons que les autres ouvriers : pour sauvegarder un salaire, des conditions de travail et d'existence "décentes". Pour ne pas être obligés

d'en arriver au pillage.

Qu'ils soient chômeurs ou qu'ils aient du travail, les prolétaires partagent un même intérêt : défendre leur vie.

Les conditions d'existence dans lesquelles le capitalisme jette les chômeurs -atomisation, coupure de toute activité sociale productive, nécessité et angoisse- les mettent dans une position où il leur est très difficile d'avoir les moyens matériels d'exercer une pression sur la société.

Les ouvriers actifs se trouvent dans une autre situation. Ils ont les moyens d'exercer une pression sur la classe dominante parce que c'est eux qui font marcher les forces productives, c'est eux qui font marcher les trains, les usines, les moyens de communication, les services... tout. Ils sont la base sur laquelle repose tout l'édifice social. Ils ne sont impuissants que par les divisions qu'imposent les rapports capitalistes : salaires, hiérarchie, travail au rendement, "métro-boulot-dodo"... Mais, eux, ils peuvent s'unir. La plupart des grèves qui se déroulent dans la période actuelle manifestent des tentatives vers cette unification -encore timides, peu assurées et surtout très contrées par les syndicats.

Les chômeurs des banlieues industrielles ne sont pas d'un autre monde que les ouvriers actifs ; ils en sont les voisins, les amis, les parents... Emeutes sociales et grèves ouvrières sont deux faces d'une même réalité où les premières expriment une société qui s'écroule dans la décomposition et les secondes la promesse d'un monde humain.

Aussi, seule l'unification du prolétariat -chômeurs et actifs- à travers la solidarité active de la classe, peut s'opposer à la décomposition sociale et donner une réelle perspective à l'humanité.

TL (28/9/85)

P.S.

Au moment de mettre ce numéro sous presse, nous apprenons que de nouvelles émeutes viennent d'éclater à Brixton, qui en avait déjà connu en 81 (cf. R.I. n°88) ; celles-ci confinement, s'il en était déjà besoin, la dégradation générale des conditions d'existence qui touche à présent le cœur du capitalisme et la nécessité de plus en plus aiguë du développement des luttes ouvrières.

(1) Manifeste Communiste

COMITES DE CHOMEURS A HAMBURG

UNE EXPERIENCE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Après l'apparition de comités de chômeurs en France et en Espagne, nous apprenons l'existence de comités de chômeurs en Allemagne (depuis 1983). Ceux-ci révèlent clairement qu'en Allemagne, comme partout et surtout dans tous les pays d'Europe, au cœur du capitalisme, les ouvriers actifs ou au chômage ne sont pas prêts à accepter les sacrifices que tente de leur imposer le capitalisme en crise, et sont décidés à se regrouper et à lutter pour la défense de leurs conditions d'existence. Ces comités sont le produit d'un même effort, d'une même tension vers le regroupement, d'une même décision de se battre, qui se développent au cœur de l'Europe.

Tous les ouvriers, qu'ils soient actifs ou au chômage doivent voir, à travers l'expérience de lutte des comités de chômeurs de Hamburg, non une expérience isolée d'une partie spécifique de la classe ouvrière, mais le produit d'une expérience de luttes d'une des fractions les plus concentrées de la classe ouvrière en Europe.

C'est seulement avec cette vision que les ouvriers ici, en France, au chômage ou encore au travail, pourront tirer toutes les leçons de cette expérience pour pousser en avant, développer et élargir leurs propres luttes, leurs propres tentatives de regroupement.

En Allemagne même, la classe ouvrière subit, comme dans tous les pays du monde, une attaque sans précédents de ses conditions de vie, attaque où la question du chômage occupe et va occuper une place de plus en plus centrale. Contrairement à tous les discours tenus aujourd'hui par la bourgeoisie dans ce pas -du gouvernement aux syndicats- qui affirment que les ouvriers n'ont aucun souci à se faire pour leur avenir, sauf peut-être les chômeurs (qu'elle ne peut pas cacher et qui seraient les exclus de la crise économique), c'est toute la classe ouvrière qui est touchée.

■ Début 85, lors de la traditionnelle manifestation du 1er mai à Hamburg, 3000 ouvriers au chômage se sont affrontés violemment à la police et au service d'ordre syndical qui voulaient leur interdire de s'imposer dans la manifestation. Le comité de coordination, regroupant divers comités de chômeurs de la ville de Hamburg, a refusé de se plier aux diktats syndicaux, qui voulaient les dissoudre dans la manifestation sous les banneroles syndicalistes, nationalistes et usinistes ; en s'opposant ainsi à l'encadrement syndical, qui avait tout préparé pour le morcellement et la division des manifestants, les 3000 chômeurs ont provoqué la solidarité des ouvriers actifs, lesquels sont venus se joindre aux chômeurs pour protéger leur matériel (camion, sono) de la violence des flics et des syndicats. Cet affrontement lors de cette manifestation a révélé en plein jour l'existence au sein de la classe ouvrière en Allemagne d'une lutte déterminée et massive d'ouvriers touchés par le chômage.

A Hamburg, ville qui compte "officiellement" 90000 chômeurs sur une population de 1,8 millions d'habitants, ces comités de chômeurs, au nombre de 5-6 se sont formés et regroupés dans un comité de coordination sur toute la ville, qui loue une maison, centre des chômeurs, centre de luttes, baptisé "Internationalismus Bloc" (1). Regroupés dans cette coordination depuis 1983, ces comités comptent environ 200 membres actifs.

LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT

La lutte contre l'isolement, contre la dispersion des forces des ouvriers au chômage est une première condition pour pouvoir résister à l'attaque capitaliste. Face à cette nécessité de briser l'isolement, ressenti de façon particulièrement aiguë par les ouvriers au chômage, le besoin de se regrouper, de lutter collectivement est la base d'activité de ces comités, le leit-motiv de leurs mots d'ordre : "Gemeinsam International Kampfen", "Kollektiver Existenzkampf"...(2)

NE PAS SUPPLIER ! NE PAS MENDIER MAIS DEFENDRE SES CONDITIONS D'EXISTENCE ! POUR UN REVENU GARANTI !

Tels sont des objectifs de luttes que se sont fixés ces comités. A travers la mise en avant de ces revendications, ils montrent leur détermination à exiger le produit de leur travail passé et celui que la bourgeoisie extorque chaque jour à la classe ouvrière. Ils montrent leur détermination à refuser tous les mots d'ordre et pratiques des curés et des syndicats, tels Pagat et compagnie, qui tentent de faire des chômeurs des "demandeurs d'aumône", des "demandeurs de charité chrétienne", "des assistés", des "handicapés sociaux". Ils refusent ainsi la division que curés et syndicats tentent d'imposer au sein de la classe ouvrière: les chômeurs comme une catégorie à part, distincte, n'appartenant pas à la classe ouvrière. A travers la mise en avant de ses revendications, ils montrent clairement que la lutte des ouvriers au chômage est bien une lutte de la classe ouvrière pour défendre ses propres conditions d'existence en tant que classe exploitée face aux attaques du capitalisme en crise.

Alors que les sociaux-démocrates et les stalinien en Allemagne développent toute une campagne au sein des chômeurs pour revendiquer le "droit au travail utile" (la classe ouvrière en France sait ce que cela signifie avec les fameux "TUC"), la majorité des éléments de ces comités refusent cette revendication (3) en mettant en avant le fait qu'il n'existe pas de travail utile dans le monde capitaliste, mais seulement un travail nécessaire, et que de ce fait, les ouvriers au chômage n'ont pas à revendiquer le "droit au travail", mais à se défendre bec et ongles contre les attaques de leurs conditions d'existence.

LA LUTTE DES CHOMEURS EST CELLE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE.

A travers les différentes luttes que mènent les ouvriers au chômage pour défendre leurs conditions d'existence, la lutte pour les transports gratuits est un objectif qui mobilise actuellement les comités. Parce que la condition de chômeur concentre en elle-même toute la conditions ouvrière et pose ainsi directement la lutte sur le terrain social, la revendication et la lutte pour les transports gratuits est une revendication qui non seulement concerne tous les ou-

vriers au chômage, mais tous les ouvriers, au chômage ou au travail. Comme le comité de coordination le notait dans un tract adressé "aux chômeurs et aux pauvres" : "cette revendication est nécessaire et vitale pour rompre l'isolement imposé par la crise du capitalisme dans les villes, car sans argent, et devant la hausse des transports, pas de déplacement possible, et donc encore plus d'isolement et de soumission à l'attaque capitaliste!". De même, à travers le choix de la mise en avant de cette revendication, est exprimé le besoin de trouver une revendication UNIFICATRICE qui permette une plus large mobilisation, non seulement avec les "pauvres" mais aussi avec les ouvriers actifs. Malgré la difficulté de lier pratiquement leur lutte avec celle des ouvriers actifs, le comité a défendu le fait que cette revendication ne devait pas être dirigée contre les ouvriers actifs, ne doit pas être comprise comme un moyen de division d'avec les ouvriers encore au travail, mais comme un moyen pour rechercher la mobilisation et la solidarité active de l'ensemble de la classe ouvrière autour d'une même question.

COMITES DE CHOMEURS, COMITES DE LUTTE ET NON DE GESTION DE LA MISERE

La tendance qui domine est celle de concevoir ces comités avant tout -non comme des instruments pour participer à la gestion du capitalisme- mais comme des moyens pour impulser et étendre la lutte des ouvriers au chômage. Ces comités ont jusque à présent défendu le rejet de la participation à des activités au sein des bureaux de chômage, des municipalités. Le souci qui prédomine est : l'ouverture toujours plus grande aux chômeurs en lutte sur leurs propres revendications.

Cette tendance à concevoir ces comités comme des moyens pour impulser la lutte se manifeste aussi par le fait que la base de regroupement de ces comités se situe en dehors de toute affiliation à une centrale syndicale. Ils maintiennent fermement au sein des comités leur indépendance vis-à-vis de toute organisation syndicale et gauchiste, que ce soit au niveau de leur présence organisée dans les comités, que dans des actions pratiques.

UNE ORGANISATION AU SERVICE DES INTERETS OUVRIERS :

De même que dans les usines, c'est l'assemblée générale des ouvriers en lutte qui doit prendre en charge la conduite et l'organisation de l'action et de son extension, c'est l'assemblée générale de tous les chômeurs regroupés dans ces comités qui est souveraine, doit décider des actions à mener, de l'organisation de celles-ci. C'est à ce besoin indispensable qu'ont répondu les comités en créant une coordination regroupant tous les vendredis soirs les délégués des divers comités dans la ville, qui a comme fonction de prendre toutes les décisions et orientations concernant TOUS les problèmes posés par leurs luttes. Lors de ces réunions, toutes les décisions sont prises après discussion à la majorité de l'A.G. présente, et répercutées par les différents délégués au sein des comités. Un procès verbal est fait systématiquement lors de chaque réunion consignait toutes les décisions prises. A ce même besoin de garder la souveraineté de la décision collective de l'A.G. comme moyen pour développer la lutte, est lié le besoin de coordonner, de centraliser l'activité des comités pour en garder le contrôle : ainsi le courrier, qui est un des points centraux de la réunion, est au préalable dépouillé et lu par un ou plusieurs membres délégués par le comité afin de pouvoir être présenté à l'A.G. ou les décisions sont prises concernant la réponse à y apporter.

Une autre caractéristique d'une organisation au service des intérêts ouvriers est l'examen systématique et sérieux de chaque question avant de prendre une quelconque décision. La volonté de ne pas agir pour agir, mais d'agir avec une claire orientation et perspective est la marque significative de toutes les actions menées par la classe ouvrière.

Cette nécessité de garder la souveraineté de toutes les décisions et orientations de la lutte est une lutte qui doit être menée sans relâche dans tous les comités pour garder le contrôle de leurs luttes, ne pas en être dépossédés par qui que ce soit, syndicats ou gauchis-

tes en particulier. L'expérience très développée des comités de Hamburg montre la maturité politique déjà présente au sein de la classe ouvrière au chômage et le chemin à suivre.

LES MAISONS DE CHOMEURS : LIEUX DE LUTTE POUR L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Une des conditions pour se rassembler, s'organiser pour préparer la lutte, discuter et décider collectivement des buts et des moyens de cette lutte, est de pouvoir disposer, de gagner des lieux permanents de regroupement. C'est à ce besoin prioritaire qu'ont tenté de répondre ces comités en louant des locaux ouverts à tous ceux qui soutiennent la lutte des chômeurs pour en faire un véritable centre de vie, de discussions, de décisions, de lutte de toute la classe ouvrière. Bien que ces locaux abritent encore essentiellement des chômeurs, le fait qu'ils soient entièrement pris en main par les ouvriers au chômage -qui défendent farouchement leur indépendance et ont refusé jusqu'à présent les subventions de la municipalité- est une garantie et une potentialité pour qu'ils puissent s'ouvrir de plus en plus aux luttes des ouvriers actifs, et ainsi permettre le regroupement et l'organisation commune des luttes actifs-chômeurs.

Cette lutte et cette expérience accumulée par les comités de chômeurs de Hamburg doivent pour se développer, non seulement continuer dans le sens de cette ouverture aux chômeurs et aux actifs, mais aussi multiplier les contacts avec les autres expériences du même type qui se déroulent dans d'autres villes d'Allemagne et d'Europe. C'est pour cela que nous leur avons demandé de prendre contact avec tous les comités de chômeurs déjà existants en Europe, comme nous appelons les membres de comités de chômeurs qui liraient ces lignes à prendre contact avec le comité de chômeurs de Hamburg.

DES COMITES OUVERTS A TOUS CEUX QUI SOUTIENNENT LEURS LUTTES:

L'ouverture des comités à tous ceux qui appuient et soutiennent leurs luttes (individus, organisations révolutionnaires) est un facteur extrêmement positif pour le développement même des luttes. Elle s'est concrétisée à travers l'accueil très positif fait à notre intervention en tant qu'organisation révolutionnaire dans le comité de coordination. Alors que nous nous déplaçons pour intervenir pour la première fois dans le comité, nous avons pu le faire librement, expliquant les raisons de notre présence, diffusant notre presse (une quinzaine de publications furent vendues sur une assistance de 25 personnes), donnant notre point de vue sur l'orientation à prendre par les comités lors de la journée d'action syndicale prévue pour le 19 octobre à Hamburg. Le comité nous a même ouvert ses locaux pour y mener une réunion publique. De même, cette ouverture se concrétise à travers les réponses faites aux nombreuses lettres leur demandant de prendre contact, où ils invitent ces contacts à venir discuter au comité.

Cette ouverture à tous ceux qui soutiennent leurs luttes est la manifestation de la vitalité d'un tel organisme ouvrier. Elle doit encore s'élargir à tous les ouvriers actifs sans distinction !

L'UNITE NECESSAIRE AVEC LES ACTIFS.

Parce que le chômage est la condition qui résume à elle-même toute la condition de la classe ouvrière dans le capitalisme en crise, la lutte menée par les chômeurs dans LEURS comités ne doit pas rester isolée dans le seul cadre de ces comités. C'est ça que cherche la bourgeoisie aujourd'hui : maintenir l'isolement, la division à l'intérieur de chaque secteur de la classe ouvrière.

Pour gagner en force et en détermination afin de résister aux attaques de plus en plus fortes du capitalisme, elle doit s'orienter systématiquement vers la recherche de l'unité, vers la recherche de la solidarité active des ouvriers encore au travail, dans les usines, dans les grèves, dans les manifestations sur la défense des intérêts ouvriers. Les chômeurs doivent participer à toutes les luttes, tous les rassemblements d'ouvriers au travail, en se rendant massivement, de façon groupée et organisée, dans les usines en grève, dans les manifestations de rue. Ils doivent apporter leur solidarité à ces luttes et appeler les ouvriers qui leur mènent à la solidarité envers toutes les autres luttes des ouvriers, au chômage ou au travail. Et cela, ils peuvent d'autant mieux le faire que si les chômeurs restent des ouvriers, ils ne sont plus "les ouvriers de telle ou telle usine", de telle ou telle catégorie ou corporation. La bourgeoisie ne peut plus les enchaîner dans la défense des intérêts capitalistes : défense de l'entreprise, défense de l'économie nationale, comme elle essaie de le faire en réclamant des "sacrifices" à ceux qui sont encore au travail. En rejoignant les luttes de ces ouvriers, en y participant activement, les comités font la preuve vivante, aux yeux des autres ouvriers en lutte, que leur combat n'est pas celui de telle ou telle catégorie, mais une lutte de toute la classe ouvrière.

L.A.

NOTES

(1) Leur adresse : Internationale Erwerbslosen und Jobberinitiative, Balduin Str 2 2000 HAMBURG

(2) "Luttes Internationales Communes" "Lutte collective pour l'existence"

(3) Le soutien ou non de cette revendication est actuellement en discussion dans les comités

Les gauchistes, avocats des mauvais coups du P.C.F. et de la C.G.T.

■ Du temps où le PC était au gouvernement aux côtés du PS, les divers groupes trotskystes - malgré leurs critiques sur les "trahisons", les "promesses non tenues" du PC et du PS-, n'ont jamais cessé de soutenir le gouvernement, finissant toujours par rejeter la responsabilité essentielle des mesures anti-ouvrières prises, sur les "entraves", les "bâtons dans les roues" placés par "un patronat intransigeant", et "une droite revancharde". La LCR soulignant elle-même ce soutien, se permettait de dire qu'elle était "la troisième composante de la gauche."

Et quand aujourd'hui, le PC prétend s'opposer farouchement à la politique anti-ouvrière du PS, "mener la lutte" et défendre le prolétariat contre le gouvernement, que trouvent à dire notre "extrême-gauche", sur les actions commandos à SKF ou sur les Champs-Élysées ?

Pour LO, "lancer des opérations à la manière de Zorro agissant à la place de la classe n'est pas une bonne façon de préparer celle-ci à agir par elle-même" et d'expliquer que c'est une mauvaise méthode "pour regagner la confiance des travailleurs" (L.O. N° 900)

Mais surtout, il s'agit d'encourager tout bonnement les ouvriers à REVENIR DERRIÈRE LA CGT :

Les tactiques de la CGT ne sont peut-être pas les bonnes... mais pourtant, pour L.O., "le leader de la CGT a raison de dire qu'il n'y a que la lutte des travailleurs qui pourra renverser l'évolution actuelle des choses... La lutte que propose la CGT, oui, elle est nécessaire." (Editorial d'A. Laquiller, L.O. N° 901)

Il s'agit de faire reconnaître le PC aujourd'hui comme un "Parti de combat", pour les ouvriers :

"si le PCF, après avoir été pendant 3 ans Parti de gouvernement, veut s'affirmer comme le Parti des luttes, tant mieux" (LO n°903)

Or, à quoi rime le "cirque" du PC et de la CGT ? Non seulement il est à l'opposé de la lutte du prolétariat, de ses assemblées générales, des moyens qu'il doit se donner pour étendre les grèves, mais il correspond à une stratégie anti-ouvrière de paralysie, de non-mobilisation, de division, d'isolement des ouvriers sur le terrain (voir article sur le PC dans le journal).

Les gauchistes, loin de dénoncer cette tactique en poussant les ouvriers vers le PC et la CGT, viennent la justifier, la renforcer et lui donner un "label ouvrier". Sempiternels avocats des forfaits des partis de gauche du capitalisme !

LA LCR DANS LA CAMPAGNE ANTI-APARTHEID

■ "Tant que l'Afrique du Sud maintiendra son régime raciste d'apartheid, ce pays doit être boycotté comme le demandent les organisations démocratiques sud-africaines. Refusons d'acheter tout produit venant d'Afrique du Sud ! Exigeons du gouvernement "de gauche" non seulement d'arrêter les investissements mais de rompre les relations économiques et diplomatiques avec ce régime. Et s'il ne le fait pas, commençons dès maintenant en boycottant les entreprises françaises qui maintiennent leurs liens avec l'Afrique du Sud et en empêchant les rapports économiques (transports, courrier...) avec les entreprises du régime raciste de Prétoria." (Extrait d'un bulletin de la Cellule tri Montparnasse de la L.C.R.)

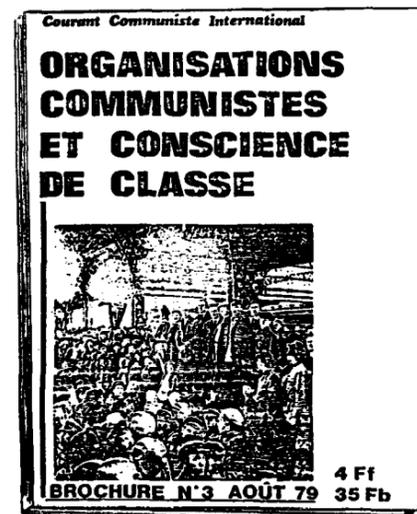
La CGT et le PC clament "Non au charbon d'Afrique du Sud!" En Italie, les syndicats essaient d'engager les ouvriers dans une semaine d'action contre le régime raciste d'Afrique du Sud et appelle à boycotter les avions de ligne et les navires sud-africains. Emboitant le pas à toutes les bourgeoisies occidentales pour tenter d'embarquer les ouvriers d'Europe dans la défense des "merveilleuses démocraties" d'ici face au "méchant gouvernement raciste" de là-bas.

Que fait la L.C.R. ? Elle participe pleinement à cette campagne avec sa petite touche de radicalité : il faut boycotter AUSSI les entreprises françaises qui maintiennent leurs liens avec l'Afrique du Sud. Décidément, nos gauchistes sont bien de tous les "mauvais coups" !

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi, nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou des kiosques et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.



ANTI-TERRORISME

(SUITE DE LA P. 8)

Contre ce mouvement montant de la classe ouvrière, les campagnes d'Etat anti-terroristes fournissent une justification à la répression brutale des luttes ouvrières :

- en Grande-Bretagne, après l'attentat de Brighton, Thatcher faisait immédiatement le lien entre la lutte des mineurs pour la défense de leur travail et de leur niveau de vie et la terreur de gangs bourgeois comme l'I.R.A., et exigeait la répression des deux. De la même manière, l'assassinat d'une policière femme en dehors de l'ambassade libyenne à Londres a servi de justificatif à une vaste campagne de sympathie pour la police au moment-même où elle attaquait brutalement les mineurs en grève, occupant les villages des mineurs et bloquant les régions pour éviter l'extension des luttes ouvrières. Plus récemment, alors que deux mineurs étaient condamnés à la prison à vie pour leur participation à la lutte, l'Etat annonçait, sous prétexte de combattre le hooliganisme, des lois édictant des conditions d'arrestation et de détention des plus draconiennes visant à contrer les efforts des ouvriers pour s'organiser eux-mêmes (nouvelles lois proposées contre les émeutes).

- Au Danemark cet été, le lien entre les attentats terroristes et l'utilisation qui en est faite contre les luttes ouvrières est apparu plus que clairement : le 22 juillet, deux attentats en plein centre de Copenhague - l'un contre la compagnie aérienne américaine Northwest-Orient, l'autre contre la synagogue de la ville, étaient revendiqués par la "Jihad islamique". Ils faisaient 27 blessés : ceci provoquait une "immense émotion" dans le pays, car jusque là le Danemark "avait eu le privilège d'échapper à peu près complètement au courant de violence qui, ces dernières années, a touché le reste de l'Europe occidentale." ("Le Monde" du 24-7-85).

Mais, coïncidence étrange, ces attentats survenaient exactement 3 semaines après la fin du plus important mouvement social qu'ait connu le pays (500 000 travailleurs en grève, voir RI nos 133 et 134). Immédiatement après, le ministre de la justice faisait la demande au Parlement d'une augmentation conséquente des crédits alloués aux forces de l'ordre.

- en Pologne, comme en Afrique du Sud, les ouvriers sont assassinés et mis en prison sous le prétexte

que leur mouvement est "en lien" avec les forces subversives terroristes.

- à Philadelphie (USA), un quartier ouvrier entier a été incendié à la bombe sous prétexte de nettoyer une commune de "radicaux". L'utilisation de l'anti-terrorisme" pour terroriser la population entière ne peut être plus claire.

- partout en Europe, la chasse à la sorcière anti-terroriste a servi de couverture pour tracasser les groupes révolutionnaires sincères dont les militants ont été arrêtés, leur dossier saisi, et leur nom et adresse publiés dans les journaux.

En essayant de relier la lutte de classe du prolétariat avec les actions meurtrières de gangs nationalistes bourgeois ou avec les actions impuissantes de terroristes petits-bourgeois, ou encore avec la violence sans but des hooligans, l'Etat espère émusser le développement de la conscience dans la classe ouvrière, de ses véritables buts et méthodes de lutte.

QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

Le renforcement massif de l'arsenal répressif de l'Etat n'est pas le signe d'une position inattaquable mais de sa faiblesse sous-jacente. Ces campagnes existent nécessairement et précisément parce que l'Etat n'a rien à offrir que la brutale réalité de l'austérité, de la répression, et d'un monde déchiré parce que les lois économiques basées sur le profit sont devenues une entrave monstrueuse au développement des forces productives. Ces campagnes sont nécessaires à la bourgeoisie parce que le prolétariat mondial n'accepte pas tout cela docilement. A travers l'approfondissement de ses luttes, il a déjà mis à nu le mensonge de "l'Etat impartial" et la réalité de terreur qui se cache sous la façade démocratique.

Ouvriers, camarades, il ne faut pas se laisser démoraliser par les spectacles constants de carnages que la bourgeoisie nous impose. Au contraire, cela montre la nécessité d'en finir avec ce système qui donne naissance à ce carnage.

Ouvriers, camarades, il ne faut pas se laisser intimider par le pouvoir apparemment sans limites de l'Etat. Toutes les lois, les fusils, les prisons et les flics sont impuissants face à la classe

ouvrière qui s'est organisée elle-même pour les combattre ; quand elle ne se laisse pas diviser secteur par secteur, mais agit en tant que classe, aux commandes des usines, des rues, des transports et des communications, qu'elle est capable d'offrir une perspective à l'humanité dans son ensemble. Les ouvriers l'ont déjà montré :

- en 1917, quand l'appareil répressif du régime tsariste en Russie était paralysé devant l'action de masse des ouvriers. Le prolétariat a pris le pouvoir sans verser de sang dans la plupart des régions parce qu'il était conscient de ce qu'il avait à faire et s'organisait pour le faire;

- en Pologne en 1980, lorsque la grève de masse de 10 millions d'ouvriers a empêché le sanglant régime stalinien d'utiliser la répression. Le mouvement a seulement été réprimé quand les ouvriers ont cessé de se mobiliser eux-mêmes et ont mis leur lutte dans les mains de leur soi-disant ami : le syndicat.

Dans la reprise des luttes ouvrières aujourd'hui les questions de l'auto-défense des ouvriers, de la violence de classe, se sont encore posées, dans la grève des mineurs en Grande-Bretagne, dans les luttes en Espagne, au Brésil, en Iran... et à nouveau, la seule défense réelle pour la classe ouvrière s'est montrée être l'auto-organisation et l'extension des luttes, et un combat politique grandissant contre les campagnes idéologiques de la classe dominante.

(D'après WORLD REVOLUTION No 85)

SOMMAIRE DE LA REVUE INTERNATIONALE N° 43

- Campagnes idéologiques contre la lutte de classe
- La crise économique dans le bloc de l'Est
- La révolution de 1905 : enseignements
- Conscience de classe (Polémique)
- Opportunisme et centrisme (discussion)

CATASTROPHES

La gabegie criminelle du capitalisme

■ Ete meurtrier. Quatre catastrophes ferroviaires en l'espace de deux mois en France ont fait près de 100 morts et 200 blessés. Simultanément, dans le seul mois d'août, trois catastrophes aériennes provoquent la perte de plus de 700 vies humaines, suivies au mois de septembre par deux autres accidents de chemin de fer au Portugal et en Suisse, qui viennent alourdir le nombre déjà important de victimes.

Aux premières hécatombes, les dirigeants gouvernementaux et autres responsables plaident le mauvais hasard, la "loi des séries", la fatalité. Aux suivantes, les mêmes évoquent la responsabilité humaine. Et pour taire la sensibilité exacerbée par ces morts absurdes, ils nous jettent en pâture des boucs émissaires. Ainsi, le président de la S.N.C.F., Chadeau, et celui de la Japan Air Lines, sont invités à démissionner. La barbarie du capitalisme est alors proclamée tragique fatalité et défaillance humaine.

Pour le capital, le tragique, le dramatique, ce n'est pas la perte en vies humaines, mais la perte de compétitivité sur le marché et les lourds déficits budgétaires (comme à la JAL et à la SNCF) que les gestionnaires n'arrivent pas à combler. Pour faire face, leur seule marge de manoeuvre, est de réduire les coûts de production. Réduire les coûts de production, c'est licencier, faire des économies sur la force de travail. Actuellement, il y a un seul agent de conduite pour les trains de voyageurs contre deux autrefois. C'est aussi augmenter la productivité des travailleurs par une surcharge de travail. Un conducteur de locomotive en France est astreint aujourd'hui à une moyenne de près de 500 km de conduite journalière contre 300 km autrefois. C'est rentabiliser au maximum l'appareil productif en réduisant les frais d'exercice et de maintenance du matériel. Il y a en France 6 500 km de lignes ferroviaires sous-équipées en matière de sécurité et, si plus de la moitié du réseau ferré est en voie unique, c'est que les doubles voies ne seraient pas rentables. Si dans l'ensemble, les constructeurs d'avion exigent une vérification des appareils toutes les 17 000 heures de service, cette modalité d'entretien varie selon les compagnies aériennes en fonction de leur balance budgétaire.

Ce n'est donc pas une "mauvaise gestion" qui est en cause, mais ce que révèle la situation c'est la faillite complète du mode de production capitaliste, conditionné par des critères de rentabilité et par la soif éperdue de profit. Pires sont ceux qui cherchent la cause de ces tragédies dans une "mauvaise gestion". Ainsi, la CGT déclare : "la politique de l'équilibre financier à tout prix, fixée par le contrat de plan (de la SNCF) est un réel danger". Il n'est pas question de nier l'évidente "mauvaise gestion" de la société capitaliste mais de dévoiler ceux qui font comme si une "bonne gestion" pouvait rendre sa jeunesse au capitalisme décadent, comme si une "bonne gestion" pouvait rendre le capitalisme propre et sans victimes.

C'est évident qu'aujourd'hui la société a les moyens technologiques pour éviter tous les accidents de cet été noir, mais les lois implacables de la production capitaliste passent avant toute autre considération. Plus la crise économique se développera, plus les restrictions sur tous les plans se multiplieront et plus les catastrophes seront foison.

S.K.

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème:

LA RESPONSABILITE DES REVOLUTIONNAIRES DANS LES ANNEES 80

BORDEAUX :

- Réunion publique le 9 NOVEMBRE à 17 h, au café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo

LILLE :

- Vente de la presse au Marché de Wazemmes, de 10 h 30 à 11 h 30, les dimanches 6 et 20 octobre

LYON :

- Réunion publique le vendredi 4 octobre à 21 h à MAJO, Impasse Métral, VILLEURBANNE, Métro République
- Permanence : le 8 octobre à 18 h - même adresse.
- Vente de la presse au Marché aux Puces de VAULX-EN-VELIN, le dimanche 20 octobre, à partir de 11 h 30.

MARSEILLE :

- Réunion publique le 8 NOVEMBRE à 21 h, au 205, rue Sainte Cécile, 13005
- Permanence : le 23 octobre, de 18 h à 19 h, à l'"Artistic Bar", 4, cours Joseph Thierry, 13001

NANTES

- Réunion publique le 19 octobre à 17 h, au Centre social des Bourderies, NANTES-CHANTENAY
- Permanence : le 25 octobre à 20 h 30, même adresse

MEXICO

Le cynisme de la bourgeoisie

■ Chaque jour, 40 000 être humains meurent de faim, la première guerre mondiale a fait plus de 8,5 millions de morts et la seconde plus de 20 millions sur le seul champ de bataille, et depuis 1945 la guerre n'a plus cessé, la seule guerre Iran-Irak a déjà fait plus d'un demi million de victimes, dont des dizaines de milliers d'enfants.

Arrêtons-là cette sinistre liste! Rappelons également que la bourgeoisie est capable de tout et de programmer froidement des attentats meurtriers comme l'attentat de la Piazza Fontana ou de l'Italicus en Italie...

La bourgeoisie nous a habitués à de tels degrés de barbarie : celle du 20ème siècle "civilisé" et "hautement développé" fait succéder les massacres aux massacres jusqu'à les banaliser.

Malgré notre rejet et notre dégoût du capitalisme décadent, nous ne pouvons nous empêcher d'être écoeurés par tout le battage et toute la campagne qui sont faits autour des morts du tremblement de terre de Mexico. A peu de frais la bourgeoisie s'a pitoie sur cette horreur qu'elle n'a pas directement créée, pour une fois. Elle se donne même bonne conscience en volant au secours des blessés et des sans abris. Sur les morts de Mexico, elle verse des larmes de crocodile alors qu'elle provoque sciemment des hécatombes, partout dans le monde, et qu'elle prépare une nouvelle guerre mondiale, qui pourrait bien signifier la fin de l'humanité.



SOUSCRIPTION PERMANENTE A LA PRESSE

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions.

Nous poursuivons l'appel lancé en mai pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Nos lecteurs qui le désirent, pour une souscription minimum de 80 F, recevront 10 numéros de RI. La première souscription porte sur les numéros 6 et 7 de R.I. ancienne série, et sur les numéros 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 de la nouvelle série.

50 F B. PERPIGNAN
25 F MC PARIS
25 F CL PARIS
30 F JE PARIS
20 F CN PARIS
50 F MP PARIS
50 F FM PARIS
30 F RV PARTS
30 F MN PARIS
310 F

Ventes : A : 800 F, Ph : 100 F et D : 800 F
Total : 2100 F

Le message des médias est très explicite : ils entonnent le chant de la solidarité entre les nations en faveur des déshérités. Nancy Reagan vient d'une part porter des fleurs et un chèque ridicule d'un million de dollars mais d'autre part, le FMI réclame toujours plus de 96 milliards de dollars de créances à l'Etat mexicain. Il y aura certainement un nouveau rééchelonnement des dettes, mais ce sera toujours plus de misère pour les prolétaires et les déshérités du Mexique. Enfin, le message qu'ils veulent faire passer aujourd'hui est celui de la solidarité entre les classes. On nous montre à satiété des images de charnier pour dire aux prolétaires que malgré toutes les mesures d'austérité et de chômage qui les frappent, ils n'ont pas trop à se plaindre car leurs conditions de vie sont moins mauvaises.

Nous n'aurons jamais de mots assez forts pour dénoncer ce cynisme.

MR

PUBLICATIONS DU CCI

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13, BRUXELLES 31, 1060, BRUXELLES, BELGIQUE.

INTERNATIONALISM
PO Box 20193 London Terrace Station
NEW YORK- N.Y. 10011.. USA.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
- Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f). épuisé.
- Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
- L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
- Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi).
- La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)
FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)
FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème
Directeur de publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267.

Tirage moyen : 2000 exemplaires
Vente moyenne : 500 exemplaires
C O M P T E S

Recettes	
Abonnés	6000 F
Ventes	24000 F
Souscriptions	50660 F
	80660

Dépenses	
Impression	50400 F
Pliage	5040 F
Envois	6000 F
	61440 F

Solde : 19220 F

UNE TACTIQUE DE L'ETAT FACE A LA REPRISE DES LUTTES OUVRIERES

■ Des avions mis en pièces en plein vol par des "terroristes", des bombes assassines explosant dans les aéroports, dans le centre des villes, de Tripoli à Belfast ; des émeutes de supporters de football laissant des dizaines de morts ; détournements et otages sans défense, meurtres de masse et agressions... Qui sauvera la société de cette destruction ?

A l'Est et à l'Ouest, la réponse de nos dirigeants est la même : l'Etat, un gouvernement fort, "la loi et l'ordre" civilisés sont les seuls asiles à la folie. Mettons de côté nos petites différences et cherchons à nous abriter derrière la sécurité de l'Etat !

Ouvriers, camarades ! Ne le croyez pas, c'est un mensonge dangereux, un leurre. L'Etat n'est pas une protection contre l'anarchie qui semble prendre le monde. Au contraire : c'est lui qui organise cette anarchie :

- L'Etat est le plus grand terroriste, le plus dangereux tueur en masse. La "civilisation" n'est restée intacte dans ce siècle qu'en transformant la société en un vaste camp militarisé, en se lançant dans deux guerres mondiales de conquête et de destruction de masse ; en augmentant sans cesse la compétition économique et militaire contre ses rivaux et en allouant la plus grande partie des présentes ressources de la société aux préparatifs d'un troisième et probablement dernier holocauste mondial. Cette "civilisation" de famine, de camps de concentration, d'Hiroshima, de Dresde et d'"année 0" de Pol Pot, n'a rien à apprendre d'une poignée de terroristes ;

- L'Etat est souvent directement impliqué dans les organisations terroristes et les actions qu'il dénonce hypocritement. Rappelez-vous l'officier de la sécurité française découvert en train de poser une bombe à côté du consulat français à la veille du voyage de Mitterrand à Londres l'an dernier. La C.I.A. n'a-t-elle pas admis avoir posé des bombes, parmi les plus dévastatrices, à Beyrouth, afin de justifier la politique américaine ? L'Etat russe n'a-t-il pas une longue histoire dans l'utilisation de telles méthodes pour favoriser ses projets ?

S'il n'est pas toujours possible et même nécessaire de montrer que l'Etat est derrière un grand nombre d'atrocités aujourd'hui, ce qui est certain c'est qu'il en tire tout le bénéfice :

- en utilisant les "violences terroristes" pour justifier le renforcement de sa monstrueuse machinerie de répression ;
- en appelant la population à soutenir de telles mesures, à donner à l'Etat carte blanche pour ses activités de terreur au nom de la "protection de la société contre le terrorisme et le vandalisme" ;
- en imposant des sentiments d'impuissance, d'atomisation et de passivité dans la population à travers la description des événements comme étant "stupides" ou "sans raison", alors qu'en fait ils peuvent être clairement compris comme des manifestations des contradictions insolubles du capitalisme. Mais face à la violence des événements, l'Etat insiste : "restez couverts, informez vos voisins et laissez les choses aux autorités" ;
- et plus précisément, l'Etat essaie de tirer profit de tout ce bain de sang en l'utilisant contre la seule force capable de fournir une réelle solution à la barbarie croissante du capitalisme : le prolétariat international et sa lutte pour renverser l'ordre existant.

Du point de vue de la classe ouvrière et des opprimés, le vrai problème dans le monde aujourd'hui n'est pas le terrorisme mais les campagnes "anti-terroristes" de l'Etat capitaliste. Le véritable objectif de ces campagnes n'est pas une poignée de terroristes mais la classe ouvrière mondiale !

LES CAMPAGNES ANTI-TERRORISTES : POURQUOI MAINTENANT ?

La classe capitaliste fonde sa domination sur l'exploitation économique de la classe ouvrière. Afin d'assurer et d'intensifier cette exploitation, la classe capitaliste et son Etat utilise tous les moyens de coercition et de répression dont elle peut disposer. Elle n'hésite pas à se servir des méthodes les plus sauvages, les plus inhumaines, pour garantir et perpétuer cette exploitation. Plus les ouvriers résistent, plus la bourgeoisie s'efforce d'exercer sa répression de manière sanglante.

Et c'est pourquoi, durant les neuf derniers mois, commençant avec le tollé sur l'attentat pendant la conférence du parti conservateur à Brighton, des divers attentats de groupes terroristes de droite et de gauche en Europe, des assassinats d'industriels et de marchands d'armes aux campagnes actuelles qui vont crescendo sur des problèmes aussi divers que le "hooliganisme" dans le football, la prise d'otages à Beyrouth et la destruction du Jumbo Jet d'Air India (sans oublier la découverte "à temps" d'une bombe dans un hôtel près de Buckingham Palace et le "complot" pour piéger des bombes les stations balnéaires britanniques). L'Etat a monté le volume de ses multi-media, de ses campagnes anti-terroristes. Parce que cette période

coïncide exactement avec le développement de la révolte la plus massive et internationalement simultanée de la classe ouvrière contre l'austérité, le chômage massif et la répression de l'histoire. Les campagnes anti-terroristes correspondent au besoin de l'Etat de noyer les luttes montantes de la classe ouvrière et de s'en servir comme une justification à sa répression.

Ceci ne devrait pas nous surprendre. Ce n'est pas nouveau. Lorsque la classe ouvrière a lancé sa précédente vague de luttes à la fin des années 70, les Etats européens ont développé leurs réflexes "anti-terroristes", utilisant les actions manipulées des Brigades Rouges et autres comme prétexte. Aujourd'hui, les enjeux sont plus forts ; la lutte de la classe ouvrière à un niveau plus profond. La défaite des mineurs en Grande-Bretagne n'a pas stoppé cette réponse internationale de la classe ouvrière comme l'ont montré les luttes qui ont suivi en Espagne, au Danemark et en Suède. Et même alors que la "crise des otages" américains se développait dans le Middle-East aux U.S.A., de larges mouvements ouvriers se développaient en Israël et en Iran en opposition à la guerre et à l'austérité, démontrant là la réelle menace à la "civilisation" capitaliste.

(SUITE P. 6)

DESTRUCTION DU BOEING SUD-COREEN Les deux blocs impérialistes sont responsables

■ Faisant le pendant au scandale de Greenpeace, un autre événement, plus discret, est venu ce mois-ci confirmer, s'il en était encore besoin, que le terrorisme d'Etat n'est pas un fait ponctuel, apatage d'un Etat particulier, mais bien le mode de vie de tous les Etats, et en premier lieu des grandes puissances qui se mènent une guerre acharnée, continue et de plus en plus aiguë.

Il y a deux ans, en septembre 83, l'aviation militaire soviétique abattait en plein vol un boeing coréen avec 270 passagers civils. A l'époque, un immense battage était fait en direction de l'horreur commise froidement par les russes contre de pacifiques voyageurs. Dans notre presse nous avions mis en évidence que cette campagne avait pour fonction de désigner l'ennemi sanguinaire et barbare du bloc de l'Est et de pousser au développement des armements militaires de l'Ouest.

Dans le contexte international d'alors, que disions-nous ? Nous rappelions que l'offensive menée sur tous les fronts par le bloc occidental, acculant les russes à la défensive, avait été occultée par cette campagne. Il s'agissait de se cacher et de se blanchir derrière la barbarie des russes. Pendant ce temps, partout dans le monde, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, c'est l'avancée du bloc de l'Ouest qui continuait. Ce dernier envoyait également ses troupes au Liban. En Europe, la campagne pour l'établissement des missiles battait alors son plein.

C'est dans ce contexte où le bloc US déployait sa propre barbarie, que le boeing a été abattu par les russes poussés à bout, forcés à réagir face à la poussée adverse.

Deux ans après, les insinuations de l'époque sont aujourd'hui discrètement confirmées par la presse occidentale : il s'agissait bien d'une "affaire d'espionnage", et les puissances occidentales, qui ont tant crié alors sur la barbarie des russes capables de sacrifier des vies humaines, utilisaient froidement 270 passagers civils comme "cou-

verture" sachant parfaitement à quoi elles les exposaient. Quant aux russes, ils n'ont effectivement pas hésité à faire feu : les impérialismes nous ont fait connaître depuis longtemps le peu de prix qu'ils accordaient aux vies humaines, d'autant plus lorsque leurs intérêts sont menacés.

Tout cela doit nous persuader que la bourgeoisie est prête à tout. La bourgeoisie occidentale est capable d'envoyer des otages innocents à la boucherie et celle de l'Est est tout aussi capable de les abattre de sang froid. L'affaire du Boeing n'est qu'un épisode de la lutte sans merci que se livrent les grandes puissances, surarmant d'immenses zones de la planète, jusqu'à l'espace, multipliant les tractations secrètes, mettant le Moyen-Orient, l'Asie et l'Afrique à feu et à sang, soumettant le monde entier à cette gangrène de guerre qui prolifère en temps de crise.

Il s'agissait alors pour le bloc US de connaître les codes, les longueurs d'onde et les mesures prises par les soviétiques en cas d'attaques : mission accomplie. En effet, au dessus de l'avion abattu, il y avait par "hasard", au rendez-vous, des awaks (avions radars) et des satellites espions.

Cependant, la campagne qui s'est déchainée à l'époque sans vergogne, au sein du bloc occidental a permis de justifier l'engrenage guerrier et la nécessité d'une nouvelle augmentation des armements en Asie et en Europe.

Or dans cette affaire, s'il y a bien une évidence, c'est encore la faiblesse du bloc russe.

Les Etats-majors de l'Est ont voulu taper fort, surtout après avoir pu constater qu'un avion occidental pouvait survoler l'espace aérien russe pendant deux heures sans être repéré, dans une région aussi importante que le Pacifique (insuffisance qui a conduit à nombre de limogeages et de "suicides").

M.R

REVOLUTION INTERNATIONALE est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.